

*Pour une politique juste et efficace mise délibérément  
au service de l'Homme, à commencer par le plus démuné*  
**Association reconnue d'intérêt général**  
*Inscrite sur le Registre européen des représentants d'intérêts*

*Le Président*

Le 15 décembre 2020

Monsieur Emmanuel Macron  
Président de la République  
Palais de l'Élysée  
55 rue du Fg Saint Honoré  
**75008 PARIS**

**Stop au transfert de la souveraineté des peuples  
au monde marchand. C'est une des causes des  
inégalités, des précarités et de la pauvreté.**

Monsieur le Président,

Nous avons applaudi au discours que vous avez prononcé devant tous les chefs d'États de la planète le 22 septembre dernier. Sur la mondialisation vous avez dressé la liste des dysfonctionnements auxquels il faut remédier d'urgence : Effondrement du mythe de la «mondialisation heureuse», pertes de souveraineté, inégalités devenues insoutenables, classes moyennes servant de variables d'ajustement, «juste échange» au lieu du «libre échange» etc.

En septembre 2019, toujours devant l'ONU, vous aviez insisté sur la nécessité de reprendre le contrôle de la mondialisation, de lui donner du sens et de retrouver notre souveraineté.

Après de telles déclarations à résonance planétaire, pourquoi la France s'acharne-t-elle à transférer la souveraineté du peuple français aux multinationales ? Si les trois exemples ci-dessous voient le jour, l'Europe et la France auront offert aux multinationales le contrôle des peuples sur la planète, sans la moindre contrepartie.

Faute pour vous de mettre un terme à ces trois dispositions, votre nom restera à jamais attaché à ce moment charnière où, par la volonté de quelques personnes, dont le Chef de l'État français, la souveraineté des peuples sur la planète, aura basculé dans le monde marchand.

Vous pouvez tout arrêter. Il suffit d'exiger la renégociation du CETA, pour supprimer ces trois points. Quoi que vous décidiez, votre décision sera historique, parce que vous êtes le plus jeune

Président de la République française depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, et l'un des plus jeunes présidents de la planète. Tous vos choix seront analysés en détail dans les décennies à venir.

**1 - Le projet de Cour internationale d'arbitrage investisseurs/Etats.** Il nous paraît difficilement compatible avec vos discours internationaux sur la souveraineté et la mondialisation. Le système remonte aux années 1950 (il y a 70 ans), lors de la décolonisation. Il est devenu archaïque. Il n'a pas de sens au regard de la démocratie. Il n'a aucune raison de perdurer dans le monde de demain. Pour protéger les investisseurs, des solutions modernes et libérales existent comme indiqué par exemple dans la note ci-jointe. Comment comptez-vous expliquer aux français ce qui ressemble à une aberration d'un autre âge ?

**2 - L'existence de listes négatives sur les services publics.** C'est une monstruosité qu'aucun dictateur sur la planète n'avait jusqu'ici imaginée. Là encore, nous sommes persuadés que l'article ci-joint vous en convaincra.

Outre la Cour de justice précitée, ce chapitre interdit toute nouvelle création de services publics ne figurant pas sur une liste inscrite dans l'accord. La première liste négative jamais inventée en Europe figure dans le CETA (chapitre huit) qui date de 2014. Elle sous-entend qu'en 2014 l'Europe et la France connaissaient parfaitement la situation de notre continent telle qu'elle existera par exemple en **2050**. Comment comptez-vous expliquer aux français ce « tour de magie », **puisque vous ne savez pas ce que sera l'avenir ?**

**3 – La coopération réglementaire.** A Bruxelles et à Paris, tout le monde s'en félicite, alors que c'est une machine à niveler toutes nos normes par le bas. Lorsqu'un projet de loi européen (et national ?) sera envisagé, la toute première version devra être communiquée aux partenaires des accords de libre-échange. Dès qu'ils recevront un projet européen, les Etats Unis et surtout leurs multinationales feront tout pour empêcher une élévation des normes sociales et environnementales. Le nivellement par le bas est programmé. Comment comptez-vous expliquer cela aux citoyens français ?

Au fond, ces trois points ne sont-ils pas les derniers soubresauts du fameux « **capitalisme ultralibéral et financier trop souvent guidé par le court terme et l'avidité de quelques-uns, qui va vers sa fin** » comme vous le décriviez lors de vos vœux du 31 décembre 2018 ?

Au-delà des trois points ci-dessus, tous les désordres sociaux depuis 10 ans résultent de ce capitalisme d'accumulation. Il faut le réformer sans attendre, comme le suggère notamment Klaus Schwab (Voir interview ci-jointe). Il ne sera pas réformé par des Lois. **Il le sera par des réformes de fond des accords de libre-échange.** Il n'y a pas d'autre solution.

Nous souhaitons vous rencontrer, car nous avons des propositions à vous présenter.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.



Bertrand de Kermel